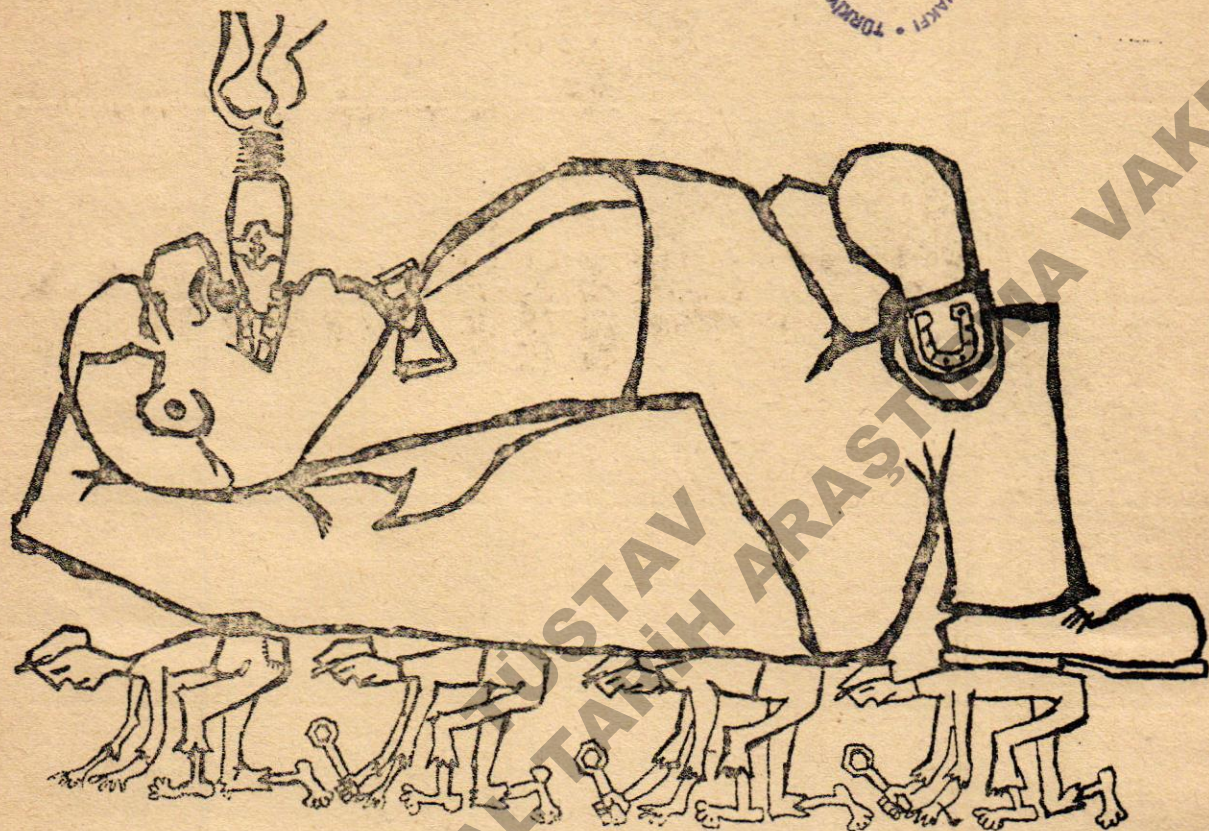


L'IMMIGRATION TURQUE

TÜRKİYE
TÜSTAV
ARŞIVI
TÜRKİYE TARİH ARAŞTIRMA
VAKFI



travailleurs
ou
esclaves
modernes ?

document préparé par
la rédaction de
l'Institut de
recherche pour les
travailleurs de
Turquie en France



A l'heure actuelle, la France est le pays qui compte le plus grand nombre de travailleurs immigrés. A la fin de 1967, le conseil Economique estime l'effectif des travailleurs immigrés à 3 100 000 personnes. Seulement depuis 1958 plus de 2 millions se sont installés en France, 704 000 durant la dernière législature.

Selon les données que nous avons tirées de la "Proposition de loi" faite par le groupe communiste le 18 mai 1973, "sur les 500 000 emplois qui ont été créés de 1962 à 1968 dans le secteur secondaire, 180 000, soit 1 sur 3, ont été occupés par les immigrés. Avec l'application du VIème plan qui prévoit l'arrivée de 600 000 travailleurs immigrés, ceux-ci occuperont de 40 à 45 % des emplois en création " .

"... Loin d'entraîner du chômage, les immigrants créent des emplois supplémentaires. Ils occupent ceux refusés par les français et avec leurs salaires, achètent des vêtements, des appareils de radio..., créant ainsi des emplois dans d'autres branches." (Lettre du Préfet de Limoges, 30.11.70)

"Si du jour au lendemain tous les étrangers devaient retourner chez eux, toute la production automobile française serait désorganisée..." (Entreprise du 08.03.69) .

La France des monopoles a besoin encore plus de la main d'oeuvre étrangère au fur et à mesure que s'accélère la concentration et l'accumulation capitalistes. La politique d'immigration du pouvoir fait partie intégrante de sa politique économique et sociale qui assure l'accumulation de la richesse à un pôle et la misère à l'autre. Peu importe les problèmes sociaux posés et accumulés depuis des années par l'arrivée de centaines de milliers de travailleurs étrangers. Peu importe s'ils sont mal logés, analphabètes, mal payés, victimes de la politique de discrimination raciale et sociale du patronat et du gouvernement, dépourvus des libertés syndicales et politiques. Seul objectif qui importe : profit, encore plus de profit !

C'est le système capitaliste mondial qui est le seul responsable des immigrations, de leurs situations inhumaines ; qu'il s'agisse de la France, de la R F A, de la Belgique etc...

Le mouvement externe de la main-d'oeuvre est une des conséquences de l'internationalisation de la production, de la force de travail et des échanges dans le cadre du "développement" de l'économie capitaliste mondiale. Les pays exportateurs de la main-d'oeuvre se situent souvent dans la zone d'influence des puissances impérialistes ou n'ont pas encore acquis leur indépendance économique. Cela prouve une fois de plus la justesse de la loi du développement inégal du capitalisme. Si le nombre des travailleurs immigrés s'est particulièrement accru ces dernières années en France, en R F A, etc, c'est parce que se sont aggravés les conflits d'intérêts de classe, entre les différents groupes de l'oligarchie financière de ces pays du capitalisme monopoliste d'état. Il s'agit d'augmenter la production avec un minimum de coûts, d'élargir le marché, notamment le marché extérieur.

Quels sont donc les profits du patronat sur les travailleurs immigrés ?

1) LE COUT DE LA FORMATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Tant que les individus ne sont pas dans la production matérielle ou intellectuelle, phase préproductive, leur état inactif est déterminé par un coût supporté par la société, comme : la maternité, la première éducation, la scolarité, les équipements collectifs, les soins sanitaires, la formation ou l'apprentissage, etc...

Ce coût est beaucoup plus élevé pour une société industrielle que pour un pays rendu "sous-développé".

a) Le coût supporté par la société de Turquie :

"Selon l'hypothèse que 80 000 travailleurs turcs qualifiés, formant les 40 % de l'immigration turque, ont déjà eu une éducation primaire, secondaire ou une formation technique et professionnelle, un investissement de 800 millions T.L. (grosso modo 1 franc = 3 T.L.) serait perdu pour la Turquie. Si l'on ajoute à cette partie d'éducation les autres dépenses, sa somme perdue pour la Turquie s'élèverait sans doute à des milliards de T.L. ..." (1966, Organisation d'Etat de Planification - O E P -) .

b) Le coût supporté par la France :

" L'O C D E estime le coût de formation d'un adulte à 7 000 dollars : économie pour la France d'un demi milliard de dollars par an ..." (ASCOFAM.F, travailleurs pour qui ? Etrangers à qui ?)

Une question se pose : quelle est donc l'économie de la France sur le coût de formation des travailleurs turcs ?

Faisons nous-même les calculs, en nous appuyant sur les statistiques de l'O.N.I. pour 1970 .

En 1970, parmi les 8 751 travailleurs turcs résidant en France, l'O.N.S. dénombre 2 280 ouvriers qualifiés ou professionnels. Nous porteront notre calcul sur ces 2 280 ouvriers ayant déjà eu une formation professionnelle.

- D'après les chiffres cités de l'O E P de Turquie (avec la valeur en 1966 de la livre turque. Précisons, à cette occasion, qu'en 1970 et en 1973, la monnaie turque est dévaluée de 66 % et de 10 %), la France économise 761 520 Frs .

- D'après l'estimation de l'I.O. C. D. E qui paraît plus sérieuse, cette économie se monte à 15 960 000 dollars, soit 63 840 000 Francs.

La différence énorme entre les deux estimations peut cependant montrer l'écart technologique et culturel entre la Turquie et la France. Autrement dit le coût de formation d'un adulte français est 7 fois plus que celui d'un adulte turc !!!

2) PROFITS INDIRECTS REALISEES SUR LES LIMITATIONS POUR LA SECURITE SOCIALE, LES ALLOCATIONS FAMILIALES, ETC...

" (les immigrés)... sont la seule catégorie de la population qui rapporte plus à la Sécurité Sociale qu'elle ne lui coûte malgré certains cas de maladies : leurs dépenses de santé sont minimes en raison de leur jeunesse et la Sécurité Sociale n'est garantie à leur famille que si celle-ci réside en France, ce qui n'est pas en général, le cas. De plus, ces ouvriers payent la cotisation pour la retraite mais la moitié d'entre eux quittent notre pays avant d'avoir l'ancienneté nécessaire pour pouvoir y prétendre" (lettre du préfet de Linoges, 30.11.70).

D'autre part, les prestations familiales, bien qu'elles soient versées au travailleur étranger, si l'enfant est né en France, sauf l'allocation de maternité ou la prime de naissance, ne sont attribuées que si des accords bilatéraux de Sécurité Sociale en prévoient le paiement.

En matière d'allocations familiales, en 1972, une famille de 4 enfants perçoit, salaire unique compris, 560.12 Francs ; si la famille est en Espagne : 224 Francs ; en Italie 201.82 Francs ; au Portugal 90.11 Francs, en Algérie 134.64 Francs, etc...

" Chaque année, c'est d'une somme de 1 milliard de Francs que sont frustrés les travailleurs immigrés et leurs familles demeurées au pays natal par le biais des discriminations qu'ils subissent au titre des allocations familiales, des soins médicaux, des pensions et retraites" (Proposition de loi du Groupe Communiste).

Jusqu'aujourd'hui, les travailleurs turcs permanents en France n'ont bénéficiés ni des prestations familiales, ni des allocations familiales. Il n'y a qu'un seul responsable : c'est le système capitaliste mondial avec toutes ses inégalités de développement.

"L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché de l'emploi et de résister à la pression sociale" (G. POMPIDOU, débat à l'Assemblée Nationale, 1963).

En effet, les 3 100 000 travailleurs immigrés sont utilisés par le patronat français et son pouvoir comme un moyen de pression sur les salaires. La mobilité, la fluidité, tendance à pratiquer les heures supplémentaires, soumission aux horaires inconfortables et aux emplois répétitifs, pression exercée sur le rythme de la progression du taux de salaire, de la production, jeunes et bon marché, sont les traits généraux de toutes les immigrations.

C'est là, la raison pour laquelle le patronat et son pouvoir ont encouragé l'arrivée en France de plus d'un million de travailleurs clandestins. A l'état actuel, le nombre de travailleurs turcs, "touristes" est de l'ordre de 10 000.

"On dit aussi que le recours facile aux travailleurs étrangers incite les employeurs à moins moderniser leur gestion et leurs investissements. Il y a probablement du vrai dans cette objection (...) L'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie

des frais d'éducation (assurés dans le pays d'origine) et de mieux équilibrer les charges de la nation : jeunes, les immigrés apportent souvent plus en cotisations qu'ils ne reçoivent en prestations..." (L'Usine nouvelle, organe du patronat de la métallurgie, 26.03.1970).

On peut en souligner trois aspects :

- a) Financement d'une partie des équipements collectifs déjà très médiocres
- b) Accélération de la concentration et d'accumulation capitaliste et le retard technologique volontaire
- c) Faciliter la création d'une armée industrielle de réserve et empêcher à tout prix l'unité d'action et d'organisation de la classe ouvrière de France, en entreprenant une politique de discrimination raciale et sociale.

Un autre aspect non moins important, c'est que la surexploitation des travailleurs étrangers n'assurerait-il pas au patronat les moyens matériels de corrompre certains éléments de la classe ouvrière. C'est ce qu'on appelle l'aristocratie ouvrière.

3) PROFIT DEMOGRAPHIQUE

Les 3 100 000 travailleurs étrangers constituent 6 % de la population totale et un peu plus de la population active. Et ce taux augmente sans cesse .

"Une immigration contrôlée revient moins cher qu'une politique nataliste dont les effets ne pourraient se faire sentir qu'à long terme " (Rapport Larroque, préparatoire au VI^{ème} plan)

Aucune politique démographique ne peut être élaborée si elle n'intègre pas le fait fondamental suivant : l'immigration étrangère, en raison du solde annuel de ses mouvements, comme en raison des naissances enregistrées dans les familles étrangères, contribue actuellement pour près de 50 % à l'accroissement annuel de la population française..." (Joseph Fontanet, Ministre de l'Emploi et de la Population, 03/11/70).

Et ce même Fontanet, qui évalue d'une façon excellente les profits des monopoles est l'auteur de la fause circulaire Fontanet-Marcellin qui laisse les travailleurs immigrés, permanents ou touristes, à l'arbitraire du patronat.

4) LE POUVOIR VEUT METTRE EN CAUSE L'UNITÉ ENTRE LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

Profit, encore plus de profit : c'est la seule raison qui pousse le patronat et son pouvoir à créer des divergences artificielles entre les immigrés et les français. En poursuivant cette politique anti-populaire et chauvine, le pouvoir espère trouver un jour une classe ouvrière harcelée et domestiquée. Ainsi seraient réalisées les ambitions anti-populaires et anti-nationales des groupes financiers les plus puissants sans qu'une riposte énergique se soit manifestée. Cette politique sert non seulement aux milieux dirigeants français, mais aussi au capital financier de Turquie.

Malgré les mensonges et les calomnies du pouvoir personnel, le degré de participation des travailleurs étrangers à côté de leurs frères de classe aux luttes revendicatives de tous les jours et au mouvement politique augmente sans cesse . L'unité de lutte et d'organisation entre les travailleurs étrangers et français se forge et se consolide sur la base des intérêts communs à la classe ouvrière et contre le même ennemi : le grand capital.



TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
T STAV



LE MÊME ENNEMI , LE MÊME COMBAT

Il est vrai que la grande partie des travailleurs immigrés, soumis à des lois et réglementations d'ordre raciales et anti-démocratiques, par la menace de licenciement ou d'expulsion du patronat, de ses agents, hésitent à participer aux luttes revendicatives en France. Cependant, il est vrai aussi que la grande partie de ces travailleurs ne sont contents ni de leur salaire, ni de leurs conditions de travail et de vie.

Pourtant les efforts déployés jusqu'à présent sont loin d'être suffisant . Comme l'a souligné le Bureau Politique du P.C.F. dans sa déclaration du 6 juillet 1973, il est nécessaire de mener une campagne d'explication, de propagande et d'organisation à l'égard des travailleurs immigrés encore plus large et plus efficace, afin de faire progresser l'internationalisme et l'union populaire.

Du fait de l'incapacité du pouvoir des puissances d'argent de répondre à leurs revendications les plus urgentes tendant à améliorer leur situation ; les travailleurs immigrés cherchent les moyens les plus efficaces pour des solutions valables à leurs aspirations légitimes. Une fois franchie cette première étape, marquée notamment par l'isolement et le désespoir provisoire du migrant, les liens de solidarité de classe se nouent entre eux et les organisations ouvrières représentatives. Si le prestige de ces organisations démocratiques (notamment le P C F et la C G T) se développe sans parmi les immigrés, c'est parce qu'elles ne ménagent aucun effort au service de ces travailleurs.

Pour que tous les travailleurs immigrés bénéficient des mêmes droits sociaux, démocratiques et politiques, pour que leur situation s'améliore et qu'on leur réserve un bon accueil il n'y a qu'une seule voie : DEVELOPPER LA LUTTE A L'EGARD DES TRAVAILLEURS IMMIGRES et leur donner les mêmes devoirs et droits que les français, en tenant compte de leurs particularités nationales et culturelles, dans les organisations démocratiques françaises.

L'existence de millions d'étrangers en France est un immense moyen de contribuer à la réalisation et au renforcement de l'unité du mouvement ouvrier des pays impérialistes avec le mouvement populaire de libération nationale et sociale des pays rendus "sous développés" . C'est une occasion très précieuse pour nouer des liens d'amitié entre le peuple français et les peuples d'origine de ces travailleurs.

Il ne s'agit pas seulement d'obtenir les revendications économique ou démocratiques dans un pays donné, mais de consolider l'internationalisme prolétarien.

L'IMMIGRATION TURQUE

Chaque année, officiellement 80 000 et avec les clandestins, plus de 100 000 citoyens en chômage ou ayant un niveau de vie très bas, quittent la Turquie dans l'espoir même de se soumettre aux monopoles de la Petite Europe. La R F A compte, avec leur famille, plus de 700 000 immigrants, la France 35 000, Hollande, Belgique, Autriche, Danemark, Angleterre, des dizaines de milliers de travailleurs de Turquie. C'est parce que le patronat du "monde libre" a de plus en plus besoin d'une force de travail jeune et énergique, bon marché et docile, c'est parce que l'exigence en devise du capital financier de Turquie augmente sans cesse pour faire survivre une industrie dépendante qu'actuellement 1 200 000 citoyens défavorisés de Turquie sont inscrits au Service de l'Immigration. Il s'agit pour les uns d'accroître leur profit et pour les autres avoir les moyens minimum pour vivre.

Pour l'année 1967, 53.5 % de la force de travail dans le secteur agricole, 9.5 % pour les autres secteurs est non utilisée. 5 589 000 personnes sur une population à l'âge actif de 14 138 000 sont en chômage, donc, 39.6 % de l'ensemble de la force de travail forme une grande masse de "consommateurs" sans être productive. Selon les estimations du III^e ène plan Quinquennal du Développement, il faudrait, en 1995, créer des emplois additionnels pour 13 à 14 millions de personnes.

Le rythme de l'exode rural s'accélère. Du fait de l'accélération anarchique de l'intégration des rapports de production capitaliste dans le secteur agricole du fonctionnement du système de crédit contrôlé par le capital usurier et l'oligarchie terrienne en générale, du fait aussi de la baisse des prix réels des produits, la prolétarianisation et le chômage augmentent d'une manière révoltante. Déjà 3 600 000 travailleurs habitent 600 000 bidonvilles qui forment une véritable ceinture de misère autour des plus grandes villes.

D'autre part le caractère anti-national du développement de l'industrie basée notamment sur l'importation des principaux moyens de production est loin de constituer un facteur efficace contre le chômage et ses effets. Au fur et à mesure que la concentration et l'accumulation capitaliste s'accroissent, les contradictions d'intérêts entre différents groupes capitalistes s'aggravent et l'intégration de la Turquie à la C . E . E . constitue une nouvelle étape dans le processus de la semi-colonisation du pays.

Les sources de financement de l'industrie de production de la
TURQUIE en 1970 :

<u>Secteur :</u>	<u>Capital</u> <u>étranger</u>	<u>Crédits</u> <u>étrangers</u>	<u>Total</u>
	%	%	%
Alimentation	10.4	4.0	14.4
Chimique (total)	24.5	53.7	76.2
Médicaments médicaux	28.0	24.9	52.9
Métallurgie (total)	15.4	24.9	40.3
Outils et machines agricoles	8.8	70.3	79.1
Moyens de transports	4.0	18.1	22.1
Les transports routiers	5.9	30.5	36.4
Outils et machines électriques	25.5	16.6	42.1

Les relations commerciales et économiques de la Turquie avec les pays du Marché Commun acquièrent des dimensions nouvelles. Notamment depuis plusieurs années, des rapports d'intérêts de plus en plus étroits se forment et se consolident entre l'oligarchie financière de Turquie et celle de la R F A . Cette nouvelle situation est une conséquence des contradictions inter - impérialistes qui n'ont de nouveau mis à l'ordre du jour le "partage du monde". En effet, le III ème plan Quinquennal du Développement est élaboré suivant l'idée que la Turquie de 1995 serait membre du Marché Commun. Dans ce contexte, il est bien évident que l'immigration de la force de travail turque vers ces pays de la C E E n'a plus seulement une importance économique, vu l'internationalisation des forces productives, mais elle acquiert aussi un caractère politique non négligeable. Il est plus que jamais nécessaire que la solidarité internationale se renforce et l'unité du mouvement ouvrier sur le plan mondial se concrétise. Les succès de la politique de détente en Europe et dans le monde favorisent le développement de cette lutte et créent des conditions nécessaires pouvant servir aux classes ouvrières des pays dominés à briser leur chaîne d'isolement.

QUELQUES PRECISIONS SUR LA PRESENCE DES TRAVAILLEURS DE LA
TURQUIE EN EUROPE OCCIDENTALE

- Les mouvements internationaux de la force de travail sont la suite des mouvements de la force de travail dans chaque pays pris à part. Donc, pour schématiser : d'une région arriérée d'un pays vers une autre région relativement développée et d'un pays dominé ou moins développé vers un autre pays hautement industrialisé.

L'immigration de la force de travail turque vers les pays de la Petite Europe a commencé dans les années 1959 - 1960 et s'est accélérée sensiblement depuis 1963 - 1964.

Années :Nombre d'ouvriers :

1965	51 520
1966	34 410
1967	204 042
1968	247 246
1969	351 221
1970	480 796
1971	569 238

Jeune et énergique, bon marché et docile ; voilà ce qui importe pour les responsables de cet "esclavagisme moderne" .

<u>Âges</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
	%	%
moins 25 ans	7	32
25 à 30 ans	29	23
30 à 35 "	31	18
35 à 40 "	18	17
40 à 45 "	11	11
Plus de 45 ans	4	—

D'après le tableau, 67 % des hommes et 73 % des femmes turcs, qui travaient en R F A ont entre moins de 25 et de 35 ans. 93 % des travailleurs turcs à l'étranger sont mariés et 81 % sont contraints de laisser leur famille en Turquie.

- Le taux de qualification parmi les travailleurs turcs à l'étranger est considérablement élevé : 34,8 % en 1965, 31,2 % en 1966, 32,8 % en 1967, 26,4 % en 1968, 28,2 % en 1969. Cependant, il est très rare de voir qu'un de ces travailleurs occupe un poste correspondant à sa qualification.

La sous-qualification est un des traits essentiels des branches d'industrie qui utilisent le plus grand nombre de travailleurs étrangers : construction, métallurgie, sidérurgie, textile et confection. Donc un ralentissement du développement technique, des conditions de travail et, pratique fréquente des heures supplémentaires, des salaires très bas...

- Sur l'ensemble des ouvriers étrangers non qualifiés engagés dans l'industrie allemande, 47 % étaient restés manoeuvres, 51 % avaient été promus apprentis et 2 % seulement avaient accédé au statut d'ouvriers qualifiés en 1966.

- Les devises envoyées par les travailleurs à l'étranger forment la source principale utilisée par le gouvernement turcs à résorber le déficit dans la balance commerciale extérieure. Cette réserve sert d'autre part à alimenter l'industrie en matière de moyens de productions et aussi à rembourser en partie les dettes extérieures de l'état.

<u>Année</u>	<u>Nbr. d'ouv.</u>	<u>devises transf.</u>	<u>export.</u>	<u>% export.</u>	<u>import.</u>
1964		8.1	410.8	2	537.2
1965	51 520	69.8	463.7	15.1	571.9
1966	34 410	115.3	490.5	25.5	718.3
1967	204 042	93.5	522.3	17.8	684.7
1968	247 246	107.3	496.3	21.6	763.7
1969	351 221	136.5	536.8	25.4	801.2
1970	480 796	273.2	588.0	46.0	948.0
1971	569 238	471.4		70.0	

<u>Année</u>	<u>% import.</u>	<u>% au déficit commerce extérieur</u>
1964	1.5	64.1
1965	12.2	54.5
1966	10.1	50.6
1967	13.6	57.4
1968	14.1	40.1
1969	17.0	53.2
1970		76.0
1971		70.5

Actuellement, les travailleurs turcs en R F A ont réalisé une épargne se montant à 15 milliards de livres turques (environ 5 milliards de francs).



İŞÇİNİN DOSTU

MENSUEL POUR LES TRAVAILLEURS DE TURQUIE EN FRANCE

İŞÇİNİN DOSTU oriente sa lutte sur deux fronts :

1) En ce qui concerne la lutte revendicative, İŞÇİNİN DOSTU soutient activement le programme de lutte à l'égard des travailleurs étrangers de la C G T (Charte revendicative) et du P C F (statut démocratique et social en faveur des travailleurs immigrés, Proposition de loi en faveur des travailleurs immigrés, soumis au parlement le 18 mai 1973). Nous participons de toutes nos forces aux luttes quotidiennes des travailleurs turcs au sein desquels la peur ou l'hésitation provisoire cèdent la place à l'initiative.

2) Pour ce qui est de la lutte politique, İŞÇİNİN DOSTU, en s'adressant à des milliers de travailleurs turcs, constitue une arme de propagande irremplaçable. Avec ses informations et ses analyses, il dénonce le caractère répressif et terroriste du régime en Turquie et donne des exemples concrets du combat populaire pour le pain et la liberté. En protestant fermement contre la politique de discrimination sociale et raciale du patronat français et son pouvoir, en informant les travailleurs turcs sur les luttes ouvrières en France, il met en évidence la collaboration d'intérêts entre les pouvoirs économiques et politiques français et turcs d'une part, la solidarité nécessaire des peuples de Turquie et de France d'autre part.

İŞÇİNİN DOSTU, seul mensuel politique pour les travailleurs turcs en France dénonce et accuse :

- La politique anti-nationale et anti-ouvrière des gouvernements turcs, porte-parole des intérêts du capital financier local à la solde des puissances impérialistes,

İŞÇİNİN DOSTU élève sa protestation rigoureuse :

- Contre la politique défaitiste et de discrimination sociale et raciale du gouvernement français ,

- Contre les agissements fascistes et raciste des groupements d'extrême droite.

.....

İŞÇİNİN DOSTU se désolidarise :

- des activités menées par les groupes gauchistes français, turcs ou autre nationalités à l'égard des travailleurs immigrés et français qui facilitent l'entreprise par le pouvoir des mesures répressives et policières et qui se terminent par l'isolement des immigrés.

.....

İŞÇİNİN DOSTU soutient activement :

- la politique unitaire des organisations politiques et syndicales représentatives de classe et de masse qui trouve son expression dans la lutte de classe quotidienne et dans le Programme Commun de la Gauche Unie.

.....

İŞÇİNİN DOSTU vous propose de soutenir sa lutte démocratique dans la mesure de vos moyens. Cela peut être réalisé :

a) Par le soutien financier,

b) En nous communiquant tous les renseignements sur les travailleurs turcs qui travaillent ou habitent dans votre quartier ou région (nombre, adresses, etc...)

Vive l'unité anti-impérialiste mondiale.

Vive la lutte pour le renforcement de l'unité entre le mouvement ouvrier et le mouvement de libération nationale et sociale.

Vive la solidarité de classe entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français.

Vive l'internationalisme prolétarien.

Paris, le 1er Septembre 1973.

.....
İŞÇİNİN DOSTU

GUILLEMET Ernest

58 rue du Pré St Gervais

75019 - PARIS

